

Rapport financier 2018 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Terrasse-Vaudreuil

Code géographique : 71075

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

Affaires municipales
et Habitation

Québec 

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Ron Kelley, atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Terrasse-Vaudreuil pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018.
(Nom de l'organisme)

Signature



Date

2019-04-15

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	12
Situation financière par organismes	13
Charges par objets	14
Fonds local d'investissement (FLI)	15
Fonds local de solidarité (FLS)	16
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	17
Excédent (déficit) accumulé	18
Avantages sociaux futurs	19
Renseignements financiers consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	21
Analyse des charges consolidées	22

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Municipalité de Terrasse-Vaudreuil

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Municipalité de Terrasse-Vaudreuil (« l'entité »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2018, et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité de Terrasse-Vaudreuil au 31 décembre 2018, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité de Terrasse-Vaudreuil inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages 11, 12, et 18 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

· nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

· nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;

· nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

· nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;

· nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

· nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.


Goudreau Poirier inc.
Vaudreuil-Dorion

1

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A107797

DATE 2019-04-15

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		2018	2018	2017
Revenus				
Taxes	1	2 547 881	2 561 063	2 443 476
Compensations tenant lieu de taxes	2	22 186	21 369	19 510
Quotes-parts	3			
Transferts	4	15 771	111 808	210 459
Services rendus	5	59 335	68 288	74 437
Imposition de droits	6	73 220	101 184	88 010
Amendes et pénalités	7	5 000	5 681	20 756
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	19 000	34 109	29 947
Autres revenus	10	11 317	880 577	18 267
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	2 753 710	3 784 079	2 904 862
Charges				
Administration générale	14	640 374	828 824	626 501
Sécurité publique	15	545 562	627 112	800 113
Transport	16	363 056	367 586	380 629
Hygiène du milieu	17	1 006 026	912 693	813 363
Santé et bien-être	18	12 663	11 788	12 680
Aménagement, urbanisme et développement	19	114 237	123 140	110 674
Loisirs et culture	20	254 058	275 475	248 316
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	61 734	61 135	63 745
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	2 997 710	3 207 753	3 056 021
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(244 000)	576 326	(151 159)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		5 382 932	5 534 091
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			
Solde redressé	28		5 382 932	5 534 091
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice				
	29		5 959 258	5 382 932

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	865 750	86 324
Débiteurs (note 5)	2	281 104	429 430
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	1 146 854	515 754
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	53 416	20 556
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	234 072	237 551
Revenus reportés (note 12)	12	8 814	8 085
Dettes à long terme (note 13)	13	2 272 448	2 391 036
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	2 568 750	2 657 228
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(1 421 896)	(2 141 474)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	7 362 724	7 466 923
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18		
Stocks de fournitures	19	6 841	6 849
Autres actifs non financiers (note 17)	20	11 589	50 634
	21	7 381 154	7 524 406
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	5 959 258	5 382 932

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		<u>2018</u>	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(244 000)	576 326	(151 159)
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 ()	378 005) (55 430)
Produit de cession	3		820 000	
Amortissement	4	339 610	349 718	340 990
(Gain) perte sur cession	5		(687 514)	
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	339 610	104 199	285 560
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		8	(1 342)
Variation des autres actifs non financiers	10		39 045	9 590
	11		39 053	8 248
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	95 610	719 578	142 649
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(2 141 474)	(2 284 123)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(2 141 474)	(2 284 123)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(1 421 896)	(2 141 474)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	576 326	(151 159)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	349 718	340 990
Autres			
- Gain sur disposition d'actif	3	(687 514)	
-	4		
	5	238 530	189 831
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	148 326	(11 645)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(3 479)	(33 400)
Revenus reportés	9	729	(915)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	8	(1 342)
Autres actifs non financiers	13	39 045	9 590
	14	423 159	152 119
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(378 005)	(55 430)
Produit de cession	16	820 000	
	17	441 995	(55 430)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23		
Remboursement de la dette à long terme	24	(116 404)	(113 203)
Variation nette des emprunts temporaires	25	32 860	(124 218)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(2 184)	1 760
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(85 728)	(235 661)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	779 426	(138 972)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	86 324	225 296
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	86 324	225 296
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	865 750	86 324

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité est organisée et existe en vertu des lois de la Province de Québec. Elle est dirigée par un conseil. La municipalité est responsable des activités municipales à caractère local.

La municipalité fait partie de la Municipalité régionale de comté de Vaudreuil-Soulanges, regroupant 23 municipalités qui est responsable de certaines activités municipales à caractère régional. La MRC a été créée par une loi de l'Assemblée Nationale du Québec entrée en vigueur en 1982. Les dépenses de la MRC, après déduction des subventions du gouvernement du Québec, sont réparties entre ses municipalités constituantes selon le potentiel fiscal de chacune. La municipalité est responsable d'environ 1,14% des sommes à répartir entre les municipalités.

La municipalité fait également partie de la Communauté métropolitaine de Montréal regroupant 82 municipalités. La Communauté métropolitaine de Montréal est un organisme de planification, de coordination et de financement dans l'exercice des compétences suivantes:

- l'aménagement du territoire
- le développement économique
- le logement social
- les équipements, les infrastructures, les services et activités à caractère métropolitain
- le transport en commun
- le réseau artériel métropolitain
- la planification de la gestion des matières résiduelles
- l'assainissement de l'atmosphère
- l'assainissement des eaux usées.

La Communauté métropolitaine de Montréal a été créée par une loi de l'Assemblée Nationale du Québec entrée en vigueur le 1er janvier 2001. Les dépenses de la Communauté métropolitaine de Montréal, après déduction des subventions du gouvernement du Québec, sont réparties entre ses municipalités constituantes selon le potentiel fiscal de chacune. Au cours de l'exercice 2018, la municipalité a assumé une quote-part de 29 227 \$, incluant la contribution que la municipalité doit verser à son OMH à l'égard des logements à loyer modique, soit 10% du déficit d'exploitation en conformité avec le contrat conclu avec la Société d'habitation du Québec et l'office concerné.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organisme présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S15, S23-1, S23-2 et S23-3.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

A) Périmètre comptable et partenariats

S/O

a) Périmètre comptable

S/O

b) Partenariats

Le périmètre comptable de la municipalité englobe les opérations financières des organismes qui sont sous son contrôle, ce qui équivaut à la part sous son contrôle dans le cas des partenariats. La municipalité participe au partenariat suivant : la Régie de l'eau de L'île-Perrot.

Les comptes de la municipalité et de la Régie de l'eau de L'île-Perrot compris dans le périmètre comptable, sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers, proportionnellement à la quote-part revenant à la municipalité dans le cas d'un partenariat. Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la municipalité et combinés ligne par ligne et les opérations et les soldes interorganismes sont éliminés.

Le taux de participation de la municipalité dans les opérations de la Régie de l'eau de L'île-Perrot pour l'exercice est de 7,36% pour la consommation et de 6,01% pour les débits réservés alors qu'il était respectivement de 7,39% et 6,01% en 2017.

La municipalité ne contrôle aucun organisme consistant en une entreprise municipale et ne participe à aucun partenariat de type commercial.

L'expression Administration municipale utilisée réfère à la Municipalité de Terrasse-Vaudreuil excluant l'organisme qu'elle contrôle.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux tiers;
- Les revenus d'intérêts sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils sont gagnés.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la Municipalité de Terrasse-Vaudreuil, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

La principale estimation est la durée d'utilité des immobilisations.

C) Actifs

S/O

a) Actifs financiers

S/O

b) Actifs non financiers

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la municipalité bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la municipalité bénéficiera des services acquis.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties, en fonction de leur durée de vie utile estimative selon les méthodes et les périodes suivantes:

Infrastructures	Linéaire	10, 20 et 40 ans
Bâtiments	Linéaire	40 ans
Véhicules	Linéaire	10 et 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	Linéaire	5, 10 et 20 ans

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Machinerie, outillage et équipement	Linéaire	10 ans
Véhicules - Régie de l'eau de L'île-Perrot	Dégressif	30 %

D) Passifs**Frais reportés liés à la dette à long terme**

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

E) Revenus

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

F) Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité et la régie est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S/O

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments**Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables**Actifs éventuels**

À compter du présent exercice, la municipalité a adopté la norme SP 3320, Actifs éventuels. La nouvelle norme comprend des exigences relatives aux informations à fournir sur les actifs éventuels dont la réalisation est probable.

Puisque la municipalité n'avait aucun actif éventuel probable à la date des états financiers, aucune information n'a été présentée aux états financiers. Cette nouvelle norme comptable a été appliquée de façon prospective.

Droits contractuels

À compter du présent exercice, la municipalité a adopté la norme SP 3380, Droits contractuels. La nouvelle norme comprend des exigences relatives aux informations à

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

fournir sur les droits contractuels découlant de contrats ou d'accords qui donneront lieu à des actifs et à des revenus dans l'avenir.

Les informations requises sur les droits contractuels de la municipalité en vertu de cette nouvelle norme comptable sont présentées à la note 19 et portent sur une entente de transfert. Cette nouvelle norme comptable a été appliquée de façon prospective.

Information relative aux apparentés et opérations interentités

À compter du présent exercice, la municipalité a adopté la norme SP 2200, Information relative aux apparentés et la norme SP 3420, Opérations interentités. Ces nouvelles normes, qui définissent la notion d'apparentés, comprennent des exigences relatives aux informations à fournir relativement aux opérations entre apparentés ainsi qu'à la comptabilisation des opérations conclues entre des entités du secteur public qui sont comprises dans le périmètre comptable. Ces nouvelles normes comptables sont appliquées de façon prospective.

Il n'y a eu aucune opération interentité au cours de l'exercice.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 865 750	90 679
Découvert bancaire	2 () ()	4 355)
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	
Autres éléments		
-	4	
-	5	
-	6	
-	7	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8 865 750	86 324
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9 64 599	13 782
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	
Note		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	11 126 596	112 813
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 45 164	137 334
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 51 045	114 553
Organismes municipaux	15 14 358	15 750
Autres		
- Entreprises et individus	16 30 297	36 868
- Intérêts courus	17 13 644	12 112
	18 281 104	429 430
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19 891	5 338
Organismes municipaux	20	
Autres tiers	21	
	22 891	5 338
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23 3 735	5 972
Note		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	24	
Prêts à un fonds d'investissement	25	
Autres		
-	26	
-	27	
	28	
Provision pour moins-value déduite des prêts	29	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
7. Placements de portefeuille		
Placements à titre d'investissement	30	
Autres placements	31	
	<u>32</u>	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33	
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34	
Note		
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	
	<u>37</u>	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	
Régimes à cotisations déterminées	40	36 409
Autres régimes (REER et autres)	41	8 000
Régimes de retraite des élus municipaux	42	13 979
	<u>43</u>	<u>58 388</u>
		<u>35 568</u>
		<u>8 000</u>
		<u>13 330</u>
		<u>56 898</u>
Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.		
Note		
9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	44	
Autres	45	
	<u>46</u>	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

10. Emprunts temporaires

La municipalité a négocié deux marges de crédit pour ses opérations courantes autorisées au montant total de 844 774 \$ (844 774 \$ en 2017) au taux préférentiel. Au 31 décembre 2018, ces marges n'étaient pas utilisées (19 106 \$ en 2017).

De plus, la municipalité a négocié une marge de crédit autorisée au montant de 275 900 \$ au taux préférentiel. Au 31 décembre 2018, cette marge n'était pas utilisée (0 \$ en 2017). Cette somme a été autorisée dans le cadre d'un règlement d'emprunt pour la réalisation de travaux municipaux.

La régie a négocié auprès de son institution financière une marge de crédit autorisée à 12 587 900 \$ portant intérêt au taux préférentiel. Au 31 décembre 2018, cette marge était utilisée et la quote-part de la municipalité représentait 53 416 \$ (1 450 \$ en 2017). Cette somme a été autorisée dans le cadre d'un règlement d'emprunt pour la réalisation de travaux municipaux.

De plus, la régie a négocié une marge de crédit pour ses opérations courantes au montant de 500 000 \$ au taux préférentiel. Au 31 décembre 2018, cette marge de crédit n'était pas utilisée (0 \$ en 2017).

11. Crédoeurs et charges à payer

Fournisseurs	47	57 862	84 735
Salaires et avantages sociaux	48	102 361	83 339
Dépôts et retenues de garantie	49	3 195	2 195
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Organismes municipaux	53	50 458	42 887
- Intérêts courus sur dette l.t.	54	15 800	19 465
- Autres courus et passifs	55	4 396	4 930
-	56		
-	57		
	58	234 072	237 551

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	59	7 814	8 085
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions de promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Divers	68	1 000	
-	69		
-	70		
-	71		
	72	8 814	8 085

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

						2018	2017
13. Dette à long terme							
	<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>				
	<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,65	2,79	2028	2040	73	2 276 219	2 392 623
Obligations et billets en monnaies étrangères					74		
Gains (pertes) de change reportés					75		
					76		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					77		
Organismes municipaux					78		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					79		
Autres					80		
					81	2 276 219	2 392 623
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	(3 771)	(1 587)
					83	2 272 448	2 391 036

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>				<u>Total 2018</u>
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>			
2019	84	92	111 245	100	109	117	111 245
2020	85	93	113 530	101	110	118	113 530
2021	86	94	116 687	102	111	119	116 687
2022	87	95	119 805	103	112	120	119 805
2023	88	96	123 283	104	113	121	123 283
2024 et +	89	97	1 691 669	105	114	122	1 691 669
	90	98	2 276 219	106	115	123	2 276 219
Intérêts et frais accessoires				107	()	124	()
	91	99	2 276 219	108	116	125	2 276 219

Note

		2018	2017
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	126	(1 421 896)	(2 141 474)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	()	()
Autres	128	()	()
	129	(1 421 896)	(2 141 474)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

15. Immobilisations		<u>Solde au début</u>		<u>Addition</u>		<u>Cession / Ajustement</u>		<u>Solde à la fin</u>	
COÛT									
Infrastructures									
Eau potable	130	3 000 006	158		185	1 732	212		2 998 274
Eaux usées	131	2 920 012	159		186		213		2 920 012
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	827 683	160		187		214		827 683
Autres	133	1 600 595	161		188		215		1 600 595
Réseau d'électricité	134		162		189		216		
Bâtiments	135	1 950 609	163	13 281	190	58 978	217		1 904 912
Améliorations locatives	136		164		191		218		
Véhicules	137	913 624	165		192		219		913 624
Ameublement et équipement de bureau	138	69 926	166		193		220		69 926
Machinerie, outillage et équipement divers	139	261 334	167	117 043	194		221		378 377
Terrains	140	340 241	168	178 200	195	77 931	222		440 510
Autres	141		169		196		223		
	142	<u>11 884 030</u>	170	<u>308 524</u>	197	<u>138 641</u>	224		<u>12 053 913</u>
Immobilisations en cours	143	4 769	171	69 481	198		225		74 250
	144	<u>11 888 799</u>	172	<u>378 005</u>	199	<u>138 641</u>	226		<u>12 128 163</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ									
Infrastructures									
Eau potable	145	1 016 157	173	77 425	200	1 732	227		1 091 850
Eaux usées	146	1 186 111	174	107 597	201		228		1 293 708
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	269 674	175	20 547	202		229		290 221
Autres	148	1 032 290	176	6 570	203		230		1 038 860
Réseau d'électricité	149		177		204		231		
Bâtiments	150	296 771	178	47 082	205	4 423	232		339 430
Améliorations locatives	151		179		206		233		
Véhicules	152	455 876	180	50 104	207		234		505 980
Ameublement et équipement de bureau	153	40 385	181	6 145	208		235		46 530
Machinerie, outillage et équipement divers	154	124 612	182	34 248	209		236		158 860
Autres	155		183		210		237		
	156	<u>4 421 876</u>	184	<u>349 718</u>	211	<u>6 155</u>	238		<u>4 765 439</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	<u>7 466 923</u>					239		<u>7 362 724</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations									
Coût	240		243		245		247		
Amortissement cumulé	241	()	244	()	246	()	248	()	
Valeur comptable nette	242						249		

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	250		
Immeubles industriels municipaux	251		
Autres	252		
	253		
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255		
Note			
17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
- Assurances et autres	256	11 589	50 634
-	257		
-	258		
Autres			
-	259		
-	260		
	261	11 589	50 634
Note			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

18. Obligations contractuelles

Collecte, transport et disposition des résidus domestiques

La municipalité s'est engagée en vertu d'un contrat d'une durée de trois ans échéant en 2019 pour la collecte, transport et disposition des résidus domestiques. Le versement net à effectuer relativement à ce contrat au cours du prochain exercice s'établit comme suit:

2019	80 294 \$
------	-----------

Collecte et transport des résidus organiques et services complémentaires

La municipalité s'est engagée en vertu d'un contrat d'une durée de trois ans échéant en 2020 pour la collecte et le transport des résidus organiques et services complémentaires. Les versements nets à effectuer relativement à ce contrat au cours des deux prochains exercices s'établissent comme suit:

2019	32 653 \$
2020	34 320 \$

19. Droits contractuels

Dans le cadre d'un programmes de subvention sur les infrastructures, la municipalité et le gouvernement du Québec ont signé un protocole d'entente dans lequel le gouvernement s'engage à verser une somme de 272 580 \$ dollars pour des travaux. La municipalité doit également investir 867 775 \$ dollars dans ces travaux. Les travaux doivent être exécutés avant le 31 décembre 2019. Au cours de l'exercice, une somme de 44 077 \$ a été constatée à titre de revenus (2 627 \$ en 2017 et 96 686 \$ en 2016).

20. Passifs éventuels**a) Cautionnement et garantie**

S/O

b) Auto-assurance

S/O

c) Poursuites

S/O

d) Autres

S/O

21. Actifs éventuels

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

22. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

23. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et du budget adopté par l'organisme contrôlé, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

24. Instruments financiers

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

25. Donation

Au cours de l'exercice, la municipalité s'est vue octroyer par un organisme sans but lucratif une donation de 100 000 \$ qui lui sera versée à raison de 10 000 \$ par année pendant 10 ans à compter de décembre 2019.

26. Données comparatives

À des fins de comparaison avec celles de l'exercice courant, certaines données de l'exercice précédent ont été reclassées ou modifiées.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	Réalizations 2017		Budget 2018		Réalizations 2018		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	2 443 476	2 547 881	2 561 063			2 561 063
Compensations tenant lieu de taxes	2	19 510	22 186	21 369			21 369
Quotes-parts	3					159 622	
Transferts	4	207 543	15 700	75 539		225	75 764
Services rendus	5	73 398	59 335	68 288			68 288
Imposition de droits	6	88 010	73 220	101 184			101 184
Amendes et pénalités	7	20 756	5 000	5 681			5 681
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	29 118	19 000	32 626		1 483	34 109
Autres revenus	10	18 267	11 317	702 377			702 377
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	2 900 078	2 753 639	3 568 127		161 330	3 569 835
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	2 627		36 044			36 044
Imposition de droits	16						
Autres revenus	17						
Contributions des promoteurs	18			178 200			178 200
Autres	19						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	20	2 627		214 244			214 244
	21	2 902 705	2 753 639	3 782 371		161 330	3 784 079
Charges							
Administration générale	22	620 412	635 030	823 483	5 341		828 824
Sécurité publique	23	726 927	471 313	542 521	84 591		627 112
Transport	24	334 083	317 657	322 185	45 401		367 586
Hygiène du milieu	25	663 275	862 388	768 169	145 024	159 122	912 693
Santé et bien-être	26	12 680	12 663	11 788			11 788
Aménagement, urbanisme et développement	27	110 674	114 237	123 140			123 140
Loisirs et culture	28	221 853	228 411	250 969	24 506		275 475
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	51 244	49 558	48 959		12 176	61 135
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	296 146	294 500	304 863	(304 863)		
	33	3 037 294	2 985 757	3 196 077		171 298	3 207 753
	34	(134 589)	(232 118)	586 294		(9 968)	576 326
Excédent (déficit) de l'exercice							

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	Réalizations 2017		Budget 2018		Réalizations 2018		Total consolidé ¹
	Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés et partenaires	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(134 589)	(232 118)	586 294	(9 968)	576 326	
Moins: revenus d'investissement	2	(2 627)	()	214 244	()	214 244	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(137 216)	(232 118)	372 050	(9 968)	362 082	
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations	4	296 146	294 500	304 863	44 855	349 718	
Amortissement	5			820 000		820 000	
Produit de cession	6			(687 514)		(687 514)	
(Gain) perte sur cession	7						
Réduction de valeur / Reclassement	8	296 146	294 500	437 349	44 855	482 204	
Propriétés destinées à la vente	9						
Coût des propriétés vendues	10						
Réduction de valeur / Reclassement	11						
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenaires commerciaux							
Remboursement ou produit de cession	12						
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13						
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14						
	15						
Financement							
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16						
Remboursement de la dette à long terme	17	(76 500)	(78 715)	(78 715)	(33 242)	(111 957)	
	18	(76 500)	(78 715)	(78 715)	(33 242)	(111 957)	
Affectations							
Activités d'investissement	19	()	()	()	()	()	
Excédent (déficit) accumulé	20	142 607		78 097	2 058	80 155	
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	21	50 000	56 881	56 881	690	57 571	
Excédent de fonctionnement affecté	22	(43 902)	(40 548)	(37 772)	(2 517)	(40 289)	
Réserves financières et fonds réservés	23						
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	24						
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	25	148 705	16 333	97 206	231	97 437	
	26	368 351	232 118	455 840	11 844	467 684	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	231 135		827 890	1 876	829 766	

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenaires.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Réalizations 2017	Réalizations 2018	Total
		Administration municipale	Administration municipale Organismes contrôlés et partenariats	consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	2 627	214 244	214 244
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2	(248)	(248)	(248)
Sécurité publique	3	13 440	103 428	103 428
Transport	4	29 958	248	248
Hygiène du milieu	5	(33 638)	48 714	82 352
Santé et bien-être	6	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	()	()
Loisirs et culture	8	2 627	191 729	191 729
Réseau d'électricité	9	()	()	()
	10	(46 025)	(329 291)	(378 005)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11	()	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Emission ou acquisition	12	()	()	()
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13			
Affectations				
Activités de fonctionnement	14			
Excédent accumulé	15		11 619	11 619
Excédent de fonctionnement non affecté	16			
Excédent de fonctionnement affecté	17	43 398	103 428	105 424
Réserves financières et fonds réservés	18	43 398	115 047	117 043
	19	(2 627)	(214 244)	(250 962)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20		(46 718)	(46 718)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2018

	2017		2018		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Organismes contrôlés et partenariats	
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1		796 821	68 929	865 750
Débiteurs (note 5)	2	415 451	268 020	15 594	281 104
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4				
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	415 451	1 064 841	84 523	1 146 854
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9	4 355			
Emprunts temporaires (note 10)	10	19 106			
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	193 330	210 770	53 416	53 416
Revenus reportés (note 12)	12	8 085	8 814	25 812	234 072
Dettes à long terme (note 13)	13	1 943 315	1 864 600	407 848	8 814
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14				
	15	2 168 191	2 084 184	487 076	2 568 750
	16	(1 752 740)	(1 019 343)	(402 553)	(1 421 896)
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)					
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	17	6 577 485	6 469 427	893 297	7 362 724
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18				
Stocks de fournitures	19	2 357	2 357	4 484	6 841
Autres actifs non financiers (note 17)	20	50 634	11 589		11 589
	21	6 630 476	6 483 373	897 781	7 381 154
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	169 669	802 843	54 653	857 496
Excédent de fonctionnement affecté	23	56 881	50 000		50 000
Réserves financières et fonds réservés	24	17 016	6 360	10 312	16 672
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	()	()	()	()
Financement des investissements en cours	26			(52 306)	(52 306)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	4 634 170	4 604 827	482 569	5 087 396
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	4 877 736	5 464 030	495 228	5 959 258

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2018	Réalizations 2018	Réalizations 2018	Réalizations 2017
Rémunération	1	884 750	858 571	898 893	948 006
Charges sociales	2	222 924	205 706	215 412	217 522
Biens et services	3	1 120 888	1 202 728	1 266 967	1 257 331
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	4	47 100	46 516	58 467	60 676
D'autres organismes municipaux	5				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6			225	289
D'autres tiers	7				
Autres frais de financement	8	2 458	2 443	2 443	2 780
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	9	339 815	334 101	174 479	151 200
Transferts	10				
Autres	11				
Autres organismes					
Transferts	12				
Autres	13	73 122	66 702	66 702	73 037
Amortissement des immobilisations	14	294 500	304 863	349 718	340 990
Autres					
- Créances douteuses	15	100	(2 237)	(2 237)	4 190
- Compensation sur vente	16		174 184	174 184	
- Réclamations de dommages	17	100	2 500	2 500	
	18	2 985 757	3 196 077	3 207 753	3 056 021

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

RÉSULTATS

Revenus	
Revenus sur les placements de portefeuille	1
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2
Autres revenus	3
	4
Charges	
Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5
Variation de la provision pour moins-value	6
	7
Autres charges	8
	9
Excédent (déficit) de l'exercice	10

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11
Placements de portefeuille	12
Débiteurs	13
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14
Provision pour moins-value	15 () ()
	16
	17
Passifs	
Créditeurs et charges à payer	18
Revenus reportés	19
Dettes à long terme	20
	21
Solde du Fonds local d'investissement	22

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	23
Supportant les engagements de prêts	24
Supportant les garanties de prêts	25
	26

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

RÉSULTATS

Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	1	
Revenus sur les prêts aux entreprises	2	
Autres revenus	3	
	4	
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts	5	
Variation de la provision pour moins-value	6	
	7	
Intérêts sur la dette à long terme	8	
Autres charges	9	
	10	
Excédent (déficit) de l'exercice	11	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12		
Placements de portefeuille	13		
Débiteurs	14		
Prêts aux entreprises	15		
Provision pour moins-value	16	() (
	17		
	18		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	19		
Revenus reportés	20		
Dette à long terme	21		
	22		
Solde du Fonds local de solidarité			
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	23		
Excédent (déficit) non affecté	24		
	25		

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	26
Supportant les engagements de prêts	27
	28

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

RÉSULTATS

	2018	2017
Revenus		
Revenus provenant de la gestion foncière	1	
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2	
Autres revenus	3	
	4	
Charges		
Frais de gestion		
Salaires	5	
Créances douteuses	6	
Autres frais de gestion	7	
	8	
Activités et projets de mise en valeur du territoire		
-	9	
-	10	
-	11	
-	12	
-	13	
-	14	
	15	
	16	
Excédent (déficit) de l'exercice	17	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	18		
Placements de portefeuille	19		
Débiteurs	20		
Provision pour créances douteuses	21	() (
	22		
Autres	23		
	24		
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	25		
Créditeurs et charges à payer	26		
Revenus reportés			
Provenant de la gestion foncière	27		
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	28		
Autres	29		
Autres	30		
	31		
Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	32		

Note sur les autres actifs

Note sur les créditeurs et charges à payer

Note sur les autres revenus reportés

Note sur les autres passifs

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	857 496	224 504
Excédent de fonctionnement affecté	2	50 000	57 571
Réserves financières et fonds réservés	3	16 672	26 807
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 ()	(
Financement des investissements en cours	5	(52 306)	(5 588)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	5 087 396	5 079 638
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	5 959 258	5 382 932
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	802 843	169 669
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	54 653	54 835
	11	857 496	224 504
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Affectation budget 2018	12		56 881
- Affectation budget 2019	13	50 000	
-	14		
-	15		
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	50 000	56 881
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
- Régie de l'eau de l'Île-Perrot	22		690
-	23		
-	24		
	25		690
	26	50 000	57 571
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	807	8 687
Organismes contrôlés et partenariats	38	10 312	9 791
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	5 553	8 329
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
-	45		
-	46		
	47	16 672	26 807
	48	16 672	26 807

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 () ()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 () ()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () ()
Autres	52 () ()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 () ()
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	54 () ()
Assainissement des sites contaminés	55 () ()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	56 () ()
Autres	57 () ()
-	58 () ()
-	59 () ()
	60 () ()
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 () ()
Intérêts sur la dette à long terme	62 () ()
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 () ()
Utilisation du fonds de roulement	64 () ()
Mesure relative aux frais reportés	65 () ()
Autres	66 () ()
-	67 () ()
-	68 () ()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 () ()
Frais d'émission de la dette à long terme	70 () ()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 () ()
Autres	72 () ()
-	73 () ()
-	74 () ()
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entrepreneurs, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs liés au FLI et au FLS	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres	79	
-	80	
	81 () ()

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018

2018

2017

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)**Financement des investissements en cours**

Financement non utilisé	82		
Investissements à financer	83	(52 306)	(5 588)
	84	(52 306)	(5 588)

Investissement net dans les immobilisations et autres actifs**Éléments d'actif**

Immobilisations	85	7 362 724	7 466 923
Propriétés destinées à la revente	86		
Prêts	87		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89		
	90	7 362 724	7 466 923
Ajustements aux éléments d'actif	91		
	92	7 362 724	7 466 923

Éléments de passif correspondant

Dette à long terme	93	(2 272 448)	(2 391 036)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94	(3 771)	(1 587)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	891	5 338
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97		
	98	(2 275 328)	(2 387 285)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99		
	100	(2 275 328)	(2 387 285)
	101	5 087 396	5 079 638

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Régimes de retraite
enregistrésRégimes
supplémentaires de
retraite

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

1

2

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2018	2017
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29	
-	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	
Rendement espéré des actifs	33 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	
Charge de l'exercice	35	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017	
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	(_____)	(_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39		
Prestations versées au cours de l'exercice	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%	%
Autres hypothèses économiques			
-	51		
-	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	54
Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements		
	2018	2017
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73 ()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()	()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017	
Autres			
-	81		
-	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85	()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite <u>capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
-	104		
-	105		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 105 2

Description des régimes et autres renseignements

Les régimes de retraite des employés de la municipalité et de la Régie de l'eau de L'île-Perrot dont la municipalité est membre, sont des régimes à cotisations déterminées. La dépense est représentée par la cotisation due par la municipalité et la régie en contrepartie des services rendus par les employés au cours de l'exercice à un taux équivalent à 6,5 % et 7 % respectivement du salaire brut versé à l'employé.

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités 107		
Régime volontaire d'épargne-retraite 108		
Régime de retraite simplifié 109		
Régime de retraite par financement salarial 110		
Autres régimes 111	36 409	35 568
112	<u>36 409</u>	<u>35 568</u>

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 2

Description des régimes et autres renseignements

Certains employés bénéficient d'un régime enregistré d'épargne-retraite. L'employeur contribue selon les ententes contractuelles conclues avec les employés.

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
114	8 000	8 000

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice 115	7	6

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2018</u>	<u>2017</u>
Cotisations des élus au RREM	116	<u>3 152</u>	<u>3 004</u>
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	117	10 622	10 126
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	118	<u>3 357</u>	<u>3 204</u>
	119	<u>13 979</u>	<u>13 330</u>

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	1 575 950	1 580 651	1 535 363
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	121 614	121 688	121 272
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	1 697 564	1 702 339	1 656 635
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	258 617	260 508	259 789
Égout	11	364 936	363 518	353 184
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	213 069	220 698	159 884
Autres				
-	14			
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	9 594	9 899	9 464
Service de la dette	18	4 101	4 101	4 520
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	850 317	858 724	786 841
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	850 317	858 724	786 841
	27	2 547 881	2 561 063	2 443 476

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	2018	2018	2018	2017
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29			
Taxes d'affaires	30			
Compensations pour les terres publiques	31			
	32			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33			
Cégeps et universités	34	10 509	11 153	9 244
Écoles primaires et secondaires	35	11 677	10 216	10 266
	36	22 186	21 369	19 510
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
	41	22 186	21 369	19 510
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
Taxes d'affaires	44			
	45			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	22 186	21 369	19 510

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53			
Sécurité publique				
Police	54	10 891	10 891	
Sécurité incendie	55			
Sécurité civile	56	36 680	36 680	148 000
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	1 700	2 159	43 601
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61			
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68		88	113
Réseau de distribution de l'eau potable	69		137	176
Traitement des eaux usées	70			
Réseaux d'égout	71	8 033	8 033	
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72	14 000	14 875	15 942
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78			
Autres	79			
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83	2 901	2 901	
Rénovation urbaine	84			
Promotion et développement économique	85			
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87			
Activités culturelles				
Bibliothèques	88			
Autres	89			
Réseau d'électricité	90			
	91	15 700	75 539	207 832

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92	248	248	
Sécurité publique				
Police	93			
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97	248	248	
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107			
Réseau de distribution de l'eau potable	108	22 019	22 019	
Traitement des eaux usées	109			
Réseaux d'égout	110			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			
Autres	125			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126	13 529	13 529	2 627
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			
Autres	128			
Réseau d'électricité	129			
	130	36 044	36 044	2 627

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132			
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Fonds de développement des territoires	136			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137			
Partage des revenus du cannabis	138			
Autres	139			
	140			
TOTAL DES TRANSFERTS	141	15 700	111 583	111 808
			111 808	210 459

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffé et application de la loi	142			
Évaluation	143			
Autres	144			
	145			
Sécurité publique				
Police	146			
Sécurité incendie	147	23 700	25 465	25 465
Sécurité civile	148			27 977
Autres	149			
	150	23 700	25 465	27 977
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151			
Enlèvement de la neige	152			
Autres	153			
Transport collectif	154			
Autres	155			
	156			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157			
Réseau de distribution de l'eau potable	158			1 039
Traitement des eaux usées	159			
Réseaux d'égout	160			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163			
Autres	164			
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169			1 039
Santé et bien-être				
Logement social	170			
Autres	171			
	172			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	173			
Rénovation urbaine	174			
Promotion et développement économique	175			
Autres	176			
	177			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	178			
Activités culturelles				
Bibliothèques	179			
Autres	180			
	181			
Réseau d'électricité	182			
	183	23 700	25 465	25 465
				29 016

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité SERVICES RENDUS (suite)	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	184			
Évaluation	185			
Autre	186	3 760	4 187	4 125
	187	3 760	4 187	4 125
Sécurité publique				
Police	188			
Sécurité incendie	189			2 722
Sécurité civile	190			
Autres	191			
	192			2 722
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	193			
Enlèvement de la neige	194			
Autres	195			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	196			
Transport adapté	197			
Transport scolaire	198			
Autres	199			
Autres	200			
	201			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	202	400	570	810
Réseau de distribution de l'eau potable	203			
Traitement des eaux usées	204			
Réseaux d'égout	205			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	206			
Matières recyclables	207	1 500	1 350	2 044
Autres	208			
Cours d'eau	209			
Protection de l'environnement	210			
Autres	211			
	212	1 900	1 920	2 854
Santé et bien-être				
Logement social	213			
Sécurité du revenu	214			
Autres	215			
	216			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	217	1 000	1 000	1 000
Rénovation urbaine	218			
Promotion et développement économique	219			
Autres	220			
	221	1 000	1 000	1 000
Loisirs et culture				
Activités récréatives	222	24 250	25 351	25 703
Activités culturelles				
Bibliothèques	223	150	176	141
Autres	224	4 575	10 189	8 876
	225	28 975	35 716	34 720
Réseau d'électricité	226			
	227	35 635	42 823	45 421
TOTAL DES SERVICES RENDUS	228	59 335	68 288	74 437

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	229	4 220	9 817	10 126
Droits de mutation immobilière	230	69 000	91 367	77 884
Droits sur les carrières et sablières	231			
Autres	232			
	233	73 220	101 184	88 010
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	234	5 000	5 681	20 756
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	235			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	236	19 000	32 626	29 947
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	237		687 514	687 514
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	238			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	239			
Contributions des promoteurs	240			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	241			
Contributions des organismes municipaux	242			
Autres contributions	243			
Redevances réglementaires	244			
Autres	245	11 317	193 063	18 267
	246	11 317	880 577	18 267
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	247			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2018		Réalizations 2018		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2018	2017
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
1	118 046	113 270		113 270	113 270	108 562
2	3 500	2 265		2 265	2 265	35 153
3	476 841	671 402	5 341	676 743	676 743	450 080
4	26 405	26 434		26 434	26 434	16 775
5						
6	10 238	10 112		10 112	10 112	15 931
7						
8	635 030	823 483	5 341	828 824	828 824	626 501
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
9	164 245	217 507		217 507	217 507	190 648
10	303 486	319 039	84 591	403 630	403 630	381 932
11	282	2 762		2 762	2 762	224 145
12	3 300	3 213		3 213	3 213	3 388
13	471 313	542 521	84 591	627 112	627 112	800 113
TRANSPORT						
14	152 291	163 988	42 296	206 284	206 284	224 073
15	76 600	76 674		76 674	76 674	63 598
16	13 380	13 519	297	13 816	13 816	14 023
17	2 476	2 178		2 178	2 178	4 395
18	72 910	65 826		65 826	65 826	71 732
19						
20						
21			2 808	2 808	2 808	2 808
22	317 657	322 185	45 401	367 586	367 586	380 629

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2018		Réalizations 2018		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2018	2017
HYGIENE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	162 132	159 622	159 622	159 999	123 711
Réseau de distribution de l'eau potable	24	82 769	58 726	34 923	93 649	126 328
Traitement des eaux usées	25	331 656	282 143	89 757	371 900	324 331
Réseaux d'égout	26	74 489	71 867	20 344	92 211	84 215
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	42 996	41 131	41 131	41 131	41 549
Élimination	28	60 798	56 832	56 832	56 832	60 568
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	37 070	36 011	36 011	36 011	42 311
Tri et conditionnement	30	9 268	10 122	10 122	10 122	3 836
Matières organiques						
Collecte et transport	31	54 185	44 653	44 653	44 653	2 520
Traitement	32					
Matériaux secs	33	850	2 004	2 004	2 004	629
Autres	34	6 175	5 058	5 058	5 058	3 365
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38					
Autres	39					
	40	862 388	768 169	145 024	913 193	813 363
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	12 663	11 788	11 788	11 788	12 680
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44	12 663	11 788	11 788	11 788	12 680
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	95 114	104 073	104 073	104 073	92 192
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	15 287	15 230	15 230	15 230	14 765
Tourisme	49	1 877	1 878	1 878	1 878	1 977
Autres	50					
Autres	51	1 959	1 959	1 959	1 959	1 740
	52	114 237	123 140	123 140	123 140	110 674

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2018		Réalizations 2018		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2018	2017
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	51 133	51 019	12 451	63 470	67 790
Patinoires intérieures et extérieures	54	9 319	9 151		9 151	7 518
Piscines, plages et ports de plaisance	55	40 006	57 089	4 476	61 565	44 581
Parcs et terrains de jeux	56	87 562	91 475	7 579	99 054	90 379
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58	4 333	6 990		6 990	5 095
Autres	59	12 850	13 965		13 965	13 036
	60	205 203	229 689	24 506	254 195	228 399
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	7 081	6 110		6 110	5 320
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	16 127	15 170		15 170	14 597
	66	23 208	21 280		21 280	19 917
	67	228 411	250 969	24 506	275 475	248 316
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	47 100	46 516		46 516	59 205
Autres frais	70					1 527
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72	2 458	2 443		2 443	2 780
	73	49 558	48 959		48 959	63 745
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	75	294 500	304 863	(304 863)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Terrasse-Vaudreuil

Code géographique : 71075

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**Affaires municipales
et Habitation**

Québec 

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Autres renseignements financiers consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	4
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	4
Analyse de la dette à long terme consolidée	5
Endettement total net à long terme consolidé	6
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	7
Autres renseignements financiers non consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	9
Analyse de la rémunération non consolidée	10
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	12
Rémunération des élus	13
Questionnaire	14

**AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS
NON AUDITÉS**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>		Administration	Données consolidées	
		municipale	Réalisations	Réalisations
		Réalisations	2018	2017
		2018	2018	2017
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
	Conduites d'eau potable	1	22 019	22 019
	Usines de traitement de l'eau potable	2		46 718
	Usines et bassins d'épuration	3		4 769
	Conduites d'égout	4		
	Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
	Chemins, rues, routes et trottoirs	6		
	Ponts, tunnels et viaducs	7		
	Systèmes d'éclairage des rues	8		
	Aires de stationnement	9		
	Parcs et terrains de jeux	10		
	Autres infrastructures	11		
	Réseau d'électricité	12		
Bâtiments				
	Édifices administratifs	13		
	Édifices communautaires et récréatifs	14	13 281	13 281
Améliorations locatives				
		15		
Véhicules				
	Véhicules de transport en commun	16		
	Autres	17		29 958
Ameublement et équipement de bureau				
		18		
Machinerie, outillage et équipement divers				
		19	115 791	117 787
Terrains				
		20	178 200	178 200
Autres				
		21		
		22	329 291	378 005
				55 430

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>				
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
	Conduites d'eau potable	23	22 019	22 019
	Usines de traitement de l'eau potable	24		46 718
	Usines et bassins d'épuration	25		4 769
	Conduites d'égout	26		
	Autres infrastructures	27		
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
	Conduites d'eau potable	28		
	Usines de traitement de l'eau potable	29		
	Usines et bassins d'épuration	30		
	Conduites d'égout	31		
	Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations				
		33	307 272	309 268
		34	329 291	378 005
				50 661
				55 430

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	8 329		2 776	5 553
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	3 814		3 814	
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	2 375 142		105 367	2 269 775
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	2 387 285		111 957	2 275 328
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	5 338		4 447	891
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	5 338		4 447	891
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	5 338		4 447	891
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	5 338		4 447	891
	19	2 392 623		116 404	2 276 219
Dette en cours de refinancement	20 ((
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	2 392 623		116 404	2 276 219

Note

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité**Administration municipale**

Dette à long terme	1	1 864 600
--------------------	---	-----------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	5 553
Débiteurs	9	
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	10	
Autres montants	11	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	
Autres		
-	13	
-	14	

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	1 859 047
---	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	16	460 997
--	----	---------

Endettement net à long terme	17	2 320 044
------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	18	51 110
Communauté métropolitaine	19	6 400
Autres organismes	20	134 112

Endettement total net à long terme	21	2 511 666
------------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	23	
	24	

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	2 511 666
--	----	-----------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
--	----	--

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
Administration générale				
Greffes et application de la loi	1	500	501	501
Évaluation	2	23 709	26 233	16 596
Autres	3	14 930	14 951	16 571
Sécurité publique				
Police	4	741	711	750
Sécurité incendie	5	1 682	1 683	1 830
Sécurité civile	6			
Autres	7	2 850	2 850	2 112
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	363	349	370
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	162 132	159 622	
Matières résiduelles	12	63 061	61 739	49 512
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16	12 663	11 788	12 680
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	19 438	19 437	17 199
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	17 164	15 230	14 765
Autres	21	4 455	3 837	3 717
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23	16 127	15 170	14 597
Réseau d'électricité				
	24			
	25	339 815	334 101	174 479
				151 200

**AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
NON AUDITÉS**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018***Non audité*

		2018	2017
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	329 291	46 025
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	329 291	46 025

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

	Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	3,00	4 970,00	193 614	48 794	242 408
Professionnels	2	2,00	1 724,00	59 664	15 547	75 211
Cols blancs	3	7,00	5 333,00	135 918	48 469	184 387
Cols bleus	4	19,00	8 501,00	195 243	53 624	248 867
Policiers	5					
Pompiers	6	28,00	14 499,00	199 965	24 246	224 211
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
Élus	8	59,00	35 027,00	784 404	190 680	975 084
	9	7,00		74 167	15 026	89 193
	10	66,00		858 571	205 706	1 064 277

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
	Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11				
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12				
Réseau de distribution de l'eau potable	13				
Traitement des eaux usées	14				
Réseaux d'égout	15	2 346	5 687	8 033	
Autres	16	62 446	28 420	103 550	
	17	64 792	34 107	111 583	
		10 525	2 159	103 550	
		10 525	2 159	111 583	

**FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>		2018	2017
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	993	1 272
	4	993	1 272
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	36 502	37 806
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	36 502	37 806
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	1 331	1 588
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	1 331	1 588
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	4 418	4 719
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19	433	415
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	4 851	5 134
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	5 282	5 444
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39	5 282	5 444
Réseau d'électricité			
	40		
	41	48 959	51 244

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	2018		2017
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018*Non audité*

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Michel Bourdeau	21 883	10 941
Nathalie Perreault	5 806	2 903
Julien Leclerc	5 751	2 875
Jean-Pierre Brazeau	5 806	3 403
Audrey Dépault	5 584	2 792
Jimmy Robert	5 695	2 848
Yves De Repentigny	5 695	2 848

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	OUI	NON	S.O.
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	270 000 \$	
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>
Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement.			
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	7	\$	
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8 <input type="checkbox"/>	9 <input checked="" type="checkbox"/>	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

<i>Non audité</i>	OUI	NON
5. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants suivants :		
a) le montant total versé en 2018	12	\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2018 des engagements en vertu du règlement concerné	13	\$
6. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2 ^o du 1 ^{er} alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	14 <input type="checkbox"/>	15 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	16	\$
7. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	17 <input type="checkbox"/>	18 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	19	\$
b) autres formes d'aide	20	\$
8. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2018	21	
Facteur comparatif de 2018	22	
Valeur uniformisée	23	

**QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

9. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2018 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

24 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

25 _____ \$

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver

26 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

27 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

28 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 28 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 24, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des routes locales de niveaux 1 et 2 :

a) Numéro de la résolution

29 _____

b) Date d'adoption de la résolution

30 _____

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Terrasse-Vaudreuil

Code géographique : 71075

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

Affaires municipales
et Habitation

Québec 

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	3
Taux global de taxation réel	4

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Au secrétaire-trésorier de la Municipalité de Terrasse-Vaudreuil

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Municipalité de Terrasse-Vaudreuil (ci-après la « municipalité ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018 (ci après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la municipalité de répondre aux exigences de l'article 176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

• nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

• nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;

• nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.



Goudreau Poirier inc.
Vaudreuil-Dorion

1

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A107797

DATE 2019-04-15

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	2 561 063
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2018 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	62 777
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	9 899
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	<u>2 488 387</u>

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2018 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	188 383 000
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2018 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>188 452 300</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u>188 417 650</u>

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2018
(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14

	1
--	---

 ,

3	2	0	7
---	---	---	---

 / 100 \$

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019

Nom : Terrasse-Vaudreuil

Code géographique : 71075

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

Affaires municipales
et Habitation

Québec 

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

*Non audité***TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales

Taxe foncière générale	1	1 607 239
------------------------	---	-----------

Taxes spéciales

Service de la dette	2	121 678
---------------------	---	---------

Activités de fonctionnement	3	
-----------------------------	---	--

Activités d'investissement	4	
----------------------------	---	--

Taxes de secteur

Taxes spéciales

Service de la dette	5	
---------------------	---	--

Activités de fonctionnement	6	
-----------------------------	---	--

Activités d'investissement	7	
----------------------------	---	--

Autres

	8	
--	---	--

	9	1 728 917
--	---	-----------

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification

Services municipaux

Eau	10	274 795
-----	----	---------

Égout	11	365 888
-------	----	---------

Traitement des eaux usées	12	
---------------------------	----	--

Matières résiduelles	13	208 774
----------------------	----	---------

Autres	14	
--------	----	--

-	15	
---	----	--

-	16	
---	----	--

Centres d'urgence 9-1-1	17	9 594
-------------------------	----	-------

Service de la dette	18	
---------------------	----	--

Pouvoir général de taxation	19	
-----------------------------	----	--

Activités de fonctionnement	20	
-----------------------------	----	--

Activités d'investissement	21	
----------------------------	----	--

	22	859 051
--	----	---------

Taxes d'affaires

Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
--------------------------------------	----	--

Autres	24	
--------	----	--

	25	
--	----	--

	26	859 051
--	----	---------

	27	2 587 968
--	----	-----------

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

*Non audité***COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES****GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES**

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	
<hr/>		
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	
Cégeps et universités	7	11 370
Écoles primaires et secondaires	8	13 100
	9	24 470

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	24 470

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	24 470

S57

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

Taxes sur la valeur foncière Taxes générales	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
	1	X 2	/100\$ 3				
Taxe foncière générale (taux unique)	4	191 143 338	X 5	0,7788 /100\$ 6			1 488 720
Taxe foncière générale (taux variés)	7	1 416 900	X 8	0,7788 /100\$ 9			11 035
Résiduelle (résidentielle et autres)	10	2 022 262	X 11	2,0214 /100\$ 12			40 878
Immeubles de 6 logements ou plus	13	2 936 600	X 14	2,0089 /100\$ 15			58 994
Immeubles non résidentiels	16		X 17	/100\$ 18			
Immeubles industriels	19	814 700	X 20	0,9343 /100\$ 21			7 612
Terrains vagues desservis	22		X 23	/100\$ 24			
Immeubles non résidentiels							
Autres							
Immeubles agricoles							
Total					25	26 (27 (28	1 607 239 29 1 607 239
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30	196 333 800	X 31	0,0613 /100\$ 32			121 678
Service de la dette (taux variés)	33		X 34	/100\$ 35			
Résiduelle (résidentielle et autres)	36		X 37	/100\$ 38			
Immeubles de 6 logements ou plus	39		X 40	/100\$ 41			
Immeubles non résidentiels	42		X 43	/100\$ 44			
Immeubles industriels	45		X 46	/100\$ 47			
Terrains vagues desservis	48		X 49	/100\$ 50			
Immeubles non résidentiels	51		X 52	/100\$ 53			
Autres							
Immeubles agricoles							
Total					54	55 (56 (57	121 678 58 121 678

558

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	X 5	/100\$ 6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X 8	/100\$ 9				
Immeubles non résidentiels	10	X 11	/100\$ 12				
Immeubles industriels	13	X 14	/100\$ 15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19	X 20	/100\$ 21				
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24				
Total			25	26 () 27 ()	28		29
Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 () 56 ()	57		58
Valeur locative imposable							
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59	X 60	% 61	62 () 63 ()	64		65

0

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)**

Par unité de logement

Eau	1	2 8 7	,	0 0	\$
Égout	2	4 0 5	,	0 0	\$
Eau et égout	3		,		\$
Traitement des eaux usées	4		,		\$
Matières résiduelles	5	2 4 8	,	0 0	\$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Taxe d'eau pour consommation excédant le niveau de consommation ordinaire	1,1000	7	mètre cube
Eau piscine	80,0000	4	
Égout	24 068,0000	4	
Améliorations locales:			
Règlement #614	0,0117	1	
Règlement #615 et 625	0,0084	1	
Règlement #626	0,0358	1	
Règlement #631	0,0054	1	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	2 587 968
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<u> </u>

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	61 250
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	9 594
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	<u>2 517 124</u>

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

11 198 333 800

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2019
(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

12 1 , /100 \$

S63

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		1	2	3	4	5	6	7	Terrains vagues desservis		8	
									Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels		Immeubles non résidentiels
Taxes sur la valeur foncière												
	Générales		42 119			60 795			11 535		8 481	
	De secteur											
	Autres											
Taxes sur une autre base												
	Taxes, compensations et tarification											
	Service de la dette											
	Autres		12 220			44 008					15 040	
Taxes d'affaires												
	Sur la valeur locative											
	Autres											
			54 339			104 803			11 535		23 521	

9

S64

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Résidentielle		Total
	Résidentielles	Agriculture Résidences Autres	
Taxes sur la valeur foncière			
Générales	9 1 605 987		1 728 917
De secteur	10		
Autres	11		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification			
Service de la dette	12		
Autres	13 778 189		849 457
Taxes d'affaires			
Sur la valeur locative			
Autres			
	14		
	15		
	16 2 384 176		2 578 374

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM.	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM.	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2019 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25 _____		\$
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26 _____		\$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	27	3 053 223 \$
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	28	76 700 \$
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	29	44 448 \$
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	30	50 000 \$
9. Date d'adoption du budget par le conseil	31	2018-12-11

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input type="checkbox"/>	